



NON VRAIMENT T'AIMES LES FLICS ?

Tous les jours, on les voit, nichés en civil au coin d'une rue, ou en force sur les boulevards, parfois planqués dans leur bagnole ou à l'abri dans leurs commissariats. Des fois on les aperçoit en train de courir après un vendeur à la sauvette, un voleur de pains au chocolat, une prostituée ou un fraudeur. Ils sont fiers de nous montrer leur force, de nous insulter, de nous menacer, de nous harceler, de nous embarquer. Ils sont fiers de leur puissance corporatiste qui leur permet de toujours s'en sortir, et de jouer avec les lois qu'ils nous imposent à coups de matraque. Si leur petit monde est à part, avec leur propre langage, leurs poses de machos, leur déhanchement de kékés, leur mentalité d'esclaves, leur travail est envahissant pour tous. C'est eux contre le reste du monde, hormis les riches qu'ils sont là pour protéger, et les citoyens-flics qui leur mâchent une partie du travail. Toujours épaulés par la justice, ils savent que sans eux elle ne serait rien, et les juges le savent bien aussi, au chaud dans leurs bureaux cossus, entre deux livraisons quotidiennes de bétail humain par les gros bras. Les politiciens et la bourgeoisie qu'ils représentent veulent nous civiliser à coups de carottes, et c'est la police qui tient le bâton pour les réfractaires.

[Tract trouvé dans les rues de Paris, février 2014.]

Mais la plus vicieuse et au final la plus efficace des polices, c'est celle qui ne porte pas d'uniforme. Du concierge qui leur raconte ce qu'il voit à l'indic rémunéré. Du citoyen qui se fait un devoir de filmer ou de les appeler dès qu'il est témoin d'une fissure dans sa petite normalité au commerçant qui installe des caméras dans son magasin, jusqu'à séquestrer lui-même les voleurs. De la télévision qui nous diffuse en permanence sa propagande de paix sociale au psychiatre qui endort la rage à coups de médicaments. Du travail qui nous garde en place et occupés à survivre plutôt qu'à vivre au professeur qui nous apprend à baisser les yeux face à l'autorité. De la politique qui nous fait croire que voter change quelque chose à cette merde au stade qui nous permet de hurler après un ballon pour se retenir de gueuler sur son patron. Du patriotisme qui nous maintient dans l'illusion d'un rang serré et uni par un intérêt commun derrière un drapeau aux militaires qui nous parlent de voyage, d'aventure et de camaraderie alors qu'il ne s'agit que d'être un assassin au nom de ce même drapeau ensanglanté. Du curé qui nous fait avaler ses hosties périmées et des vieilles promesses de paradis après la mort, au dealer qui nous vend de la mort avant même d'avoir vécu. Tous n'ont pas besoin du salaire du flic pour faire ce sale travail d'intégration sociale au prix de

la désintégration de la liberté individuelle et de notre singularité. L'uniforme a beau ne pas être sur toutes les épaules, c'est la même uniformité que nous sommes tous sommés d'endosser. Tous citoyens, tous flics.

Rien ne sert de se débarrasser des flics, de la justice et des prisons si c'est pour laisser la société intacte, c'est pourquoi il nous faut donc saper les fondements moraux comme les structures physiques de ce monde de domination, en commençant par exemple par apprendre à gérer nos conflits nous-mêmes plutôt que d'appeler le 17, le syndicat, le patron ou le grand frère. Mais pour cela, il faudrait déjà faire péter tous les murs qui cloisonnent nos imaginaires et nos rêves, si tant est que nous soyons encore capables de rêver après tant de siècles de servitude, d'abrutissement et de rapports aliénés.

Les flics sont donc des merdes, tout comme cette société, et le bon sens indique à tous de ne pas aimer la merde. Ce sera eux ou notre liberté. *Dont acte.*

POUR UN MONDE SANS FLICS ET SANS AUTORITÉ (A) POUR L'INSURRECTION

QUE S'EST-IL PASSÉ À BELLEVILLE LE 1ER MARS ?

SAMEDI 1ER MARS 2014 S'EST TENU UN RASSEMBLEMENT APPELÉ À 15H AU MÉTRO BELLEVILLE CONTRE L'OCCUPATION POLICIÈRE DE NOS VIES. AVANT LE RASSEMBLEMENT, DES COMMERÇANTS AVAIENT ÉTÉ MIS EN GARDE PAR LA MAIRIE QUE DES « CASSEURS » SERAIENT PRÉSENTS DANS LE QUARTIER, CERTAINS ONT DONC FERMÉ LEURS STORES PLUS TÔT QUE PRÉVU, D'AUTRES SE SONT PAYÉS DES VIGILES POUR L'OCCASION. ON APPRENAIT QUELQUES JOURS PLUS TÔT DANS LA PRESSE QU'UN FAUX COMMUNIQUÉ DE LA MAIRIE DE PARIS ANNONÇAIT UN ÉTAT DE SIÈGE. AUSSI, DEPUIS PLUSIEURS HEURES, LE QUARTIER ÉTAIT QUADRILLÉ COMME JAMAIS : DES DIZAINES ET DES DIZAINES DE CARS ET BUS DE CRS ET GENDARMES MOBILES, DES VOITURES DE FLICS, UNE CITÉ ASSIÉGÉE, DES FLICS SUR LES TOITS, UNE CAMÉRA BOULE INSTALLÉE POUR L'OCCASION SUR LE TOIT DU SIÈGE DE LA CFDT (DONC AVEC SA COLLABORATION), LA STATION DE MÉTRO BELLEVILLE FERMÉE, PLUSIEURS DIZAINES DE CIVILS, PLUSIEURS DIZAINES DE RG, DES JOURNALISTES (PRÉSENTS À BELLEVILLE DEPUIS JEUDI POUR CERTAINS), ETC.

Juste avant le rassemblement, CRS et civils contrôlaient et fouillaient les sacs de tout ce qui ressemblait à un « anarcho-autonome » aux alentours du métro Belleville, décourageant ainsi les moins enthousiastes et autres touristes militants qui furent nombreux à rebrousser chemin ou à se terrer dans des bars du quartier. Un dispositif habituellement réservé aux contre-sommets qui a certainement réussi à en dissuader beaucoup, et qui répondait probablement à la volonté d'empêcher à tout prix (en l'occurrence, l'addition du 1er mars doit être salée !) une nouvelle humiliation après la manifestation émeutière de Nantes une semaine plus tôt.

Malgré tout cela, le rassemblement a bien eu lieu, avec entre 100 et 150 personnes (avec pas mal de gens du quartier). Plusieurs banderoles ont été posées : « *Brisons leur paix (A) Guerre sociale* », « *Nous on aime pas la police, on veut*



juste vivre libres (A) », « *Le travail est la pire des polices, détruisons les deux* ». Des affiches sont collées, et des milliers de tracts ("Non vraiment, t'aimés les flics ?!!") et de bulletins (*Lucioles n°15*) sont distribués avec pas mal de retours enthousiastes, une petite dizaine de fumigènes sont craqués sous les cris de « *flics porcs assassins* », « *à bas l'Etat les flics et les patrons* », « *Pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons toutes les prisons* », « *ZSP, BST, tous les flics sont à jarter* », « *à Belleville comme ailleurs, police dégage* » et « *feu feu feu à toutes les prisons* », « *feu feu feu aux centres de rétention* ». À notre connaissance, rien de plus que des contrôles d'identité, avant, pendant et après le rassemblement, et aucune arrestation ou garde à vue, contrairement aux prédictions et aux critiques de quelques frileux énergumènes, accusant ce rassemblement d'envoyer les gens au casse-pipe.

Ce rassemblement avait été annoncé depuis la mi-janvier, autour de 5000 affiches ("Pour ne plus jamais baisser les yeux" cf *Lucioles 15*) avaient été collées un peu partout dans le Nord-Est de Paris et en banlieue, des milliers de tracts, de bulletins et d'affiches anti flics-justice-prison diverses et variées ont massivement tourné dans les rues, à tel point qu'il était impossible pour quiconque dans le quartier d'ignorer cette rage, des tags aussi appelaient à la manif, ainsi qu'une dizaine de banderoles posées un peu partout dans le quartier et ailleurs. Depuis plusieurs mois, on avait aussi pu constater



de nombreuses attaques ciblées contre la police et la justice : commissariats, véhicules de la mairie, entreprises collabos de l'enfermement, de la justice et du contrôle. Cela montre combien la haine du trio police-justice-prison est répandue (et que pas mal de gens n'attendent pas, pour les attaquer).

Mais cette journée et toute sa préparation ne sortent pas de nulle part, puisqu'elles s'inscrivent dans un parcours engagé depuis plusieurs années de diffusion des idées et pratiques anarchistes dans le Nord-Est parisien. Il ne s'agissait donc que d'un moment parmi d'autres dans une dynamique d'agitation anarchiste qui continue renforcée.

Cette idée de rassemblement public avait commencé à être imaginée depuis que le harcèlement des flics contre les activités anarchistes dans la rue était devenu beaucoup plus oppressant depuis la fin de l'été dernier, tentant (en vain) d'empêcher la diffusion de nos idées. Cela s'est manifesté notamment par une forte surveillance de l'Etat sur les compagnon/nes participant à cette agitation, par une vingtaine de contrôles lors de diffusions ou de collages d'affiches, dont certains aboutissant à des garde-à-vues, mais aussi par toute une série de coups de pression de la part des Correspondants de Nuit (qui par ailleurs ont porté plainte pour diffamation contre un tract, pour laquelle des convocations et des perquisitions ont eu lieu), rapidement épaulés par les bulldogs enragés de la BST, tentant d'instaurer une guerre privée entre eux et nous. Une guerre privée qui n'est qu'une toute petite partie de la guerre aux pauvres et aux indésirables que ces merdes sont payés

Brèves

•FEU AUX COLLABOS•

La nuit du 6 février, une camionnette d'installation de la fibre optique remplie de matériel électrique a été entièrement calcinée rue des Alouettes (XIXe). Elle appartenait à Orange, cette entreprise qui exploite les prisonniers. Le 11 février rue Carducci (XIXe), c'est au tour d'un utilitaire de l'entreprise SPIE (Société Parisienne pour l'Industrie Électrique). Cette entreprise est engagée à la fois dans l'industrie nucléaire, dans l'installation de la vidéosurveillance à Paris, et également dans le domaine de la fibre optique. Et de deux ! D'ailleurs, l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales a récemment rendu public le nombre de voitures brûlées en France en 2013, qui est de 34 441. Et il faut en plus prendre en compte que ce chiffre ne recense que le nombre de procédures ouvertes par la police et la gendarmerie, les pompiers comptabilisant eux toujours plus d'interventions.

• SABOTONS LA MACHINE À EXPULSER •

La Croix Rouge participe activement à l'enfermement et à l'expulsion des sans-papiers, en France et dans d'autres pays, par exemple par sa présence dans les Centres de rétention. C'est pour cela, et au passage pour saluer les révoltés du CRA de Vincennes et les personnes venues leur apporter de la solidarité [cf. article ci-contre], que les vitres de la Croix Rouge, rue Elisa Lemonnier (12e arrdt.), se sont fait pêter la nuit du 18 mars. Toujours en solidarité, dans la nuit du 19 au 20 janvier, trois Maisons de la Justice et du Droit ont eu leurs vitres défoncées : celle de la rue des Boucheries à Saint-Denis (93), celle rue du Buisson Saint-Louis (Paris Xe) et celle rue Bernard et Mazoye à Aubervilliers (93). Un tag « nique la justice » a été laissé sur celle de Paris. Sabotons la justice et sa machine à expulser, encore et toujours !

• QUE BRÛLENT LES ÉGLISES, QUE VIVE LA COMMUNE ! •

La Basilique du Sacré Cœur est le symbole de la répression féroce des insurgés de 1871, mise en œuvre par la toute nouvelle 3ème République. Pour l'anniversaire de la Commune, le 18 mars, quelques anonymes ont eu la bonne idée de rappeler cela, avec des tags sur l'entrée de la basilique, aujourd'hui machine à sous attrape-touristes. Mais une église est toujours une église et la seule bonne église est celle qui brûle, comme ça a été écrit : « Feu aux chapelles » et « Ni Dieu, ni Maître, Ni Etat ». Et c'est si drôle de voir toute la classe politique s'en indigner !

• TOUS À PIED ! •

Fin février, les deux candidats UDI et PS à la mairie de Viry-Châtillon (91) étaient ex-æquo... à pied. Un ou plusieurs inconnus ont eu la bonne idée de crever les pneus de leurs bagnoles. Comme dire qu'on aime pas les politicards...

• ACAB •

À partir du lundi 24 février, des émeutes ont éclaté trois nuits durant au Clos Saint-Lazare à Stains (93). Trois nuits de flics gazés, ciblés par des jets de bouteilles et autres projectiles, des feux de poubelles ; puis trois nuits de provocations policières, d'occupation massive du quartier par les bleus, de tirs de flashball. Le bilan serait d'au moins trois personnes interpellées, un homme âgé tabassé par les keufs, et deux flics blessés. Le 13 février, le commissariat des Ullis, connu et reconnu depuis des années comme une cible de choix par les enrégés du coin, a été attaqué à coups de pierres par une dizaine de personnes qui ont ensuite tiré des feux d'artifice. Le 10 mars au soir, il s'est mangé une nouvelle salve de feux d'artifice au cours d'une attaque éclair, qui n'a malheureusement causé aucun dégât sur l'odieuse structure du pouvoir. Ce n'est que partie remise...

Dans la nuit du 18 au 29 février à Élanecourt (78), un individu a jeté un cocktail molotov sur une voiture de police garée devant le comico. Malheureusement, les dégâts sont restés minimes car les flics ont vite déboulé pour éteindre le feu. Un homme a été arrêté à 1h du matin sur la base des images des caméras de surveillance. Le 15 mars à Grigny, c'est une voiture de la BAC de Juvisy (91) qui se prend un cocktail et des pierres, et cette fois-ci personne n'a été interpellé malgré le déploiement immédiat de CRS dans le quartier.

• RAVAGES CHEZ LES FACHOS •

La nuit du 27 au 28 février, le local (appelé la Cambuse) du groupe néo-fasciste Mouvement Action Sociale et de la radio Méridien Zéro est entièrement parti en fumée. Du matériel de la radio a probablement été volé. Dans un communiqué, ces fachos dénoncent un climat hostile envers eux, avec de nombreuses dégradations de leurs locaux... espérons que ça continue pour faire taire une bonne fois pour toute ces idiots utiles de l'ordre et du pouvoir !

pour réaliser : chasse aux prostituées et aux vendeurs à la sauvette, rafles de sans-papiers, guerre aux marchés sauvages, expulsions de logements, et l'accompagnement à coup de matraques, de taule et d'artistes de la boboisation des quartiers sous la houlette de la mairie. Quelques semaines avant le 1er mars, avait lieu une révolte au CRA de Vincennes pour laquelle étaient incarcérés deux retenus, et deux compagnons venus exprimer leur solidarité lors d'un parloir sauvage avec feu d'artifice. Et même si les deux compagnons sont sortis quelques jours avant la manif, ces énièmes arrestations n'ont fait que donner plus de détermination à tous.

Nous savons bien que ce que craignent les flics, bien plus que quelques anarchistes, c'est la rencontre entre ces anarchistes, leurs

idées et leurs pratiques, et une rage diffuse et sociale contre le pouvoir et sa domination.

Aujourd'hui, nous avons réussi à sortir de la lassitude de cette guéguerre privée en relevant la tête et les yeux pour parler sans peur de la guerre sociale. Et nous sommes satisfaits de voir qu'ils ont peur, car c'est de leur insécurité que pourra se bâtir notre liberté.

**Pour un monde sans flics, sans fric et sans autorité.
Pour la révolution.**

(ACAB)

2 mars 2014,
Des anarchistes de Belleville.

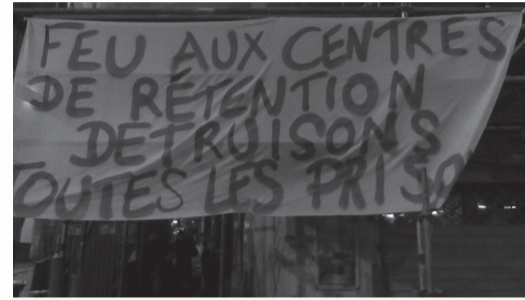
Révolte à Vincennes - dedans et dehors

14 février 2014. Au centre de rétention de Vincennes une révolte a éclaté dans la nuit de jeudi à vendredi. Ces enfoirés de flics ont débarqué à 4 heures du mat' pour expulser l'un des enfermés. Les accès aux chambres ont été barricadés, les caméras obstruées et des extincteurs, des portes, des meubles ont été balancés sur les flics. La réponse de ces derniers ne s'est pas faite attendre et 23 camions débarquent pour mater la mutinerie. Pas de flics blessés mais 13800 euros de dégâts TTC. Du coup, 48h de GAV pour deux révoltés présents qui se reconnaissent sur la vidéo d'une caméra mal obstruée. Au poste, les flics sont agressifs et les montent l'un contre l'autre pour qu'ils s'accusent mutuellement dans leur déclaration. Déférés à Paris, ils prennent deux mois de taule pour avoir jeté une porte et l'un d'entre eux prend deux mois de sursis supplémentaires pour refus ADN...

Le soir même un feu d'artifice a salué la rage des détenus de la prison pour étrangers. Les flics s'étaient préparés et les renseignements généraux avaient demandé à la brigade cynophile de faire des rondes et à quelques effectifs de se disposer à différents endroits autour du centre. Cinq personnes sont interpellé-e-s peu après dans le bois de Vincennes en voiture. Sen suit une comparution devant le juge et deux mandats de dépôt ! Les trois autres sont sous contrôle judiciaire avec interdiction d'entrer en contact et de quitter l'île de France.

Les chefs d'inculpation sont attroupement armé et masqué, refus empreintes, photos et ADN. Le juge a reporté le procès au 24 mars au motif de doutes sur l'identité des accusé-e-s qui avaient refusé de donner leurs empreintes. Durant la garde à vue, rien à déclarer. Des noms fantaisistes sont donnés aux flics, mais certain-e-s ont des papiers qui traînent dans leurs affaires. Deux d'entre elleux, qui ont changé de nom au moment de l'audience en plus de déclarer plusieurs domiciles, sont incarcéré-e-s à Fleury Merogis au prétexte de manque de garanties de représentation. Ils sont sortis mardi 25 février, après dix jours d'enfermement suite à une audience de remise en liberté.

Au lendemain de l'incarcération, un rassemblement de solidarité s'est tenu à Barbès, des tracts racontant l'histoire et appelant à la solidarité ont été distribués et deux banderoles accrochées :



**BARBÈS, LE MARDI 18 FÉVRIER 2014, 20H
RASSEMBLEMENT EN SOLIDARITÉ
AVEC LES RÉVOLTE-E-S DE L'INTÉRIEUR ET DE
L'EXTÉRIEUR DU CENTRE DE RÉTENTION DE VINCENNES**



« Sabotons la machine à expulser. Liberté pour toutes et tous » et « Feu aux centres de rétention. Détruisons toutes les prisons ». Plus tôt dans la journée, les flics avaient une nouvelle fois raflé des sans papiers dans ce même quartier, arrêtant plus de 60 personnes. Ils enferment pour faire peur à tou-te-s les révolté-e-s, faire taire la solidarité et isoler les un-e-s des autres. Ils fichent pour optimiser leur pouvoir sur nos vies, et condamnent parce que l'on se rebelle contre l'autorité et que l'on ne se soumet pas sans broncher à leurs sbires. Les frontières sont partout, au centre de rétention, dans la rue, dans les transports, dans les murs des prisons comme derrière les murs du tribunal, jusque dans les têtes. Des dispositifs concrets de contrôle et de répression existent, des institutions, des entreprises, des larbins, font fonctionner la machine à expulser. S'y attaquer, mettre un grain de sable dans les rouages c'est arracher des espaces de liberté et infliger quelques dégâts à ces collabos. Entraver l'action des flics lors d'une expulsion, comme refuser de donner ses empreintes et son ADN, participe à saboter la bonne marche de la répression.

**Solidarité complice avec les révolté-e-s,
chacun-e selon ses envies, contre toute autorité !
Pour la liberté vive la révolte des deux côtés du mur !
Liberté pour tou-te-s avec ou sans papiers!**

[Dans les brèves de ce numéro, quelques actions en solidarité]

Capitalisme vert et bagne...

LE VELIB'... une juteuse opération économique teinte en vert écolo. Trop de pollution ? Trop de circulation ? Le géant de la publicité **JCDecaux**, en collaboration avec la Mairie de Paris, nous sert le vélo-liberté ! « Liberté » qui signifie argent pour son riche patron (le onzième homme le plus nanti de France). « Liberté », pour les bobos écologistes, d'aller consommer leurs « produits culturels » tout en faisant une bonne action anti-CO2. Liberté d'être fiché dans ses déplacements. Liberté, encore, toujours, d'être un rouage de la machine domination-production-consommation. Un jouet à bobos, bien sûr. Pour emprunter les vélos « en libre service » il faut payer et quand tu mets ta carte bleue dans la borne, en plus du ticket... ils te bloquent 150€ comme dépôt de garantie. Autant dire que si t'as pas de carte bleue ou de thune dessus (parce que pauvre, interdit bancaire et/ou sans papiers), laisse tomber... ou vole le vélo ! Et amuse-toi avec !

Mais pas besoin d'inciter ici à voler ou à dégrader les Velib'. Les patrons eux-mêmes se plaignent du fait que les pauvres n'apprécient guère leurs attentions écolos. En effet, le Nord-Est parisien (notamment les 18e, 19e, et 20e arrdt., Pantin, Aubervilliers et Bagnolet) voit de nombreuses et constantes dégradations de vélos et de stations.

Le réseau Velib', mis en service en 2007, compte un parc de 24 000 vélos. En 2012, 9000 avaient déjà été dégradés ou volés (un journal a même publié la photo d'un Velib' arrivé à Bamako !). Au total,

entre 2007 et début 2014, ce sont 15 millions d'euros de dégâts. Et la Mairie de Paris en bave aussi : selon le contrat du service, elle participe aux frais. D'où l'attention accrue des flics : les deux dernières années

les interpellations (pour vol, recel ou vandalisme) se sont multipliées, aussi avec l'emploi des caméras de surveillance de la Préfecture.

Pour prévenir le vandalisme, qu'ils disent être dû surtout aux jeunes, JCDecaux et les bureaucrates de la Mairie ont aussi fait pas mal de pub' (eh, c'est leur spécialité aux deux !) dans des écoles. Tiens, ça ne marche pas ! Alors on passe au bagne. JCDecaux, la Mairie, la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) et les Procureurs de la République de Paris et de Bobigny ont signé en 2013 deux conventions pour mettre sur pied un système de réparation pénale. Les mineurs qui se font chopper avec un Velib' chouré, s'ils veulent éviter le tribunal (et s'ils n'ont pas de casier) doivent travailler pour JCDecaux. Pendant deux jours, ils sont sous la surveillance d'un responsable d'atelier, tuteur volontaire (collabo !) ayant reçu une formation pour cela et sous le contrôle de la PJJ. Ces travaux forcés ont lieu dans les ateliers de réparation de rue des Reculettes (13e) ou rue du Sergent-Bauchat (12e). 38 jeunes gens ont déjà subi cette punition pendant les vacances scolaires de 2013. Encore de la pub' pour JCDecaux et son plan « Responsabilité Sociétale et Environnementale ». Un peu de fard social-démocratique et beaucoup de travail en moins pour les tribunaux...

Mais on espère bien que les jeunes bagnards ne seront pas trop prêts à revenir sur la bonne voie !

Lucioles est un bulletin mensuel, on peut y lire des textes d'analyse et d'agitation autour de Paris (et sa région) et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des potentialités de rupture vis-à-vis de l'Etat,



du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.